
République démocratique du Congo : alliance contre l'aide de la Banque mondiale à l'abattage industriel

Une alliance de nombreuses organisations pour l'environnement, le développement et les droits humains des autochtones a organisé un « Forum sur les Forêts » le 13 novembre 2004 à Kinshasa, dans le but de renforcer la lutte contre l'accroissement de l'abattage illégal dans les forêts tropicales de la RDC et pour le respect des droits des populations locales (voir bulletin n° 80 du WRM).

Face au danger imminent que représentent les nouvelles lois et les plans de zonage soutenus par la Banque mondiale, qui pourraient mener à l'ouverture de 60 millions d'hectares de forêt (la superficie de la France) aux entreprises forestières, un groupe d'ONG internationales a fait une déclaration conjointe adressée au gouvernement congolais et aux institutions financières internationales. Ils réclament que le moratoire sur toute nouvelle concession forestière soit maintenu jusqu'à ce que les autorités de la RDC remplissent certaines conditions strictes. Ces conditions devraient garantir, entre autres :

- La transparence de l'État à l'égard de la société civile, par la diffusion d'informations en deux étapes : la publication initiale de la législation proposée, qui permettra d'informer le public et de recueillir ses réactions ; une deuxième publication présentant les décisions de l'État, prises sur la base des réactions mentionnées.
- Un système indépendant de supervision accessible à tous, y compris surtout les populations locales, qui pourraient fournir des informations importantes. La supervision doit donner lieu à des sanctions dissuasives lorsqu'on aura relevé des infractions, ces sanctions pouvant même consister à résilier le contrat de concession.
- Le respect des droits des communautés locales et peuples autochtones, y compris leur participation active à la préparation du plan de zonage prévu, en application du principe du consentement préalable, libre et en connaissance de cause ; leur participation active à l'allocation et la planification des concessions, en application du même principe ; la délimitation, la vérification et l'identification des forêts communautaires.

Dans cette déclaration, l'alliance exhorte les institutions de Bretton Woods à entourer leurs actions d'une plus grande transparence.

Simon Counsell, directeur de la Rainforest Foundation UK, membre de l'alliance, a dit : « L'exploitation forestière industrielle a été désastreuse pour l'environnement et la société à beaucoup d'endroits de l'Afrique ; à présent, tout le monde est d'accord que les plans de la Banque mondiale pour l'expansion massive de l'industrie du bois au Congo risquent d'avoir les mêmes conséquences. Il faut trouver des solutions de rechange qui bénéficient au peuple du Congo tout en protégeant l'environnement. Espérons que la demande de respecter les droits de la population locale reflète un changement d'avis décisif des organisations de conservation sur ce qu'il faut faire pour protéger les forêts tropicales qui restent au monde ».

Article fondé sur des informations tirées de : “World's leading conservation organisations call for halt to expansion of logging in Congo rainforest, and for respect of local peoples' rights”, communiqué de presse de Rainforest Foundation UK envoyé par Simon Counsell, adresse électronique : SimonC@rainforestuk.com .